

LE COÛT ÉCONOMIQUE DE L'AUTORITARISME*

Outre son coût politique avéré, synthétisé dans le niveau et la forme d'exercice des libertés individuelles et collectives, ce que la science politique a convenu d'appeler l'autoritarisme aurait également un coût économique. Et c'est ce coût que l'on m'a proposé d'évaluer dans le cas de l'Algérie.

Pour mieux appréhender ce sujet du coût économique, je commencerais par examiner le lien entre coût économique et autoritarisme pour savoir si ce lien et ce coût sont toujours inévitables. Cela m'amènera à examiner la place et le rôle de l'autoritarisme dans le développement économique, notamment à travers ses relations avec le système économique, pour mieux comprendre dans quelles conditions celles-ci conduisent au mal développement, avec ses coûts économiques particulièrement insupportables pour les populations. Au bout du compte, tout cela devrait alimenter un débat que j'espère fructueux pour chacun d'entre-nous.

D'un autoritarisme l'autre

En science politique, l'autoritarisme constitue traditionnellement, avec la démocratie et le totalitarisme, un des trois grands types de systèmes politiques. Très schématiquement, et *stricto sensu*, « un régime autoritaire est un régime politique qui, par divers moyens (propagande, encadrement de la population, répression), cherche la soumission et l'obéissance de la société ». Cependant, beaucoup de spécialistes considèrent cette classification comme trop formelle et ne correspondant pas à la réalité. Lorsqu'on lui ajoute la dimension économique, cela est encore plus flagrant. C'est d'ailleurs ce que je vais tenter de montrer dans ce texte.

Pour appréhender la place et le rôle de l'autoritarisme dans le mal développement, j'aimerais tout d'abord exprimer un sentiment pour le moins éloigné du point de vue de nombreux politologues, -dont je ne suis pas -. Ce sentiment, qui devrait à priori vous choquer, est le suivant : *l'autoritarisme en général ne conduit pas forcément aux coûts économiques symbolisant le mal développement et pas davantage au mal développement lui-même*. Ce ne serait, en tout cas, pas cela qui le distinguerait fondamentalement d'un régime démocratique.

Je vais essayer de transformer ce sentiment en une thèse relativement convaincante.

D'abord, comme le relèvent plusieurs politologues, les notions même de "régime autoritaire" et de "démocratie" que nous utilisons habituellement sont pour le moins assez floues, pour ne pas dire à géométrie variable. Ainsi, réduire la démocratie au fait d'organiser des élections, ou à l'existence d'institutions parlementaires, n'est guère satisfaisant. On l'a compris depuis longtemps en Algérie¹. De même, croire que tout régime autoritaire s'appuie principalement et de façon systémique sur la répression, la corruption et les rentes, alors que les régimes démocratiques en seraient immunisés, est probablement excessif et parfois contraire à la réalité.

Pour sortir de ce flou, des auteurs² ont proposé de distinguer les régimes politiques selon qu'ils se traduisent par un « *ordre social fermé* » ou par un « *ordre social ouvert* ». Fermeture et ouverture tels seraient les maîtres mots. Cette distinction est probablement plus

¹ On l'a aussi compris hier dans la Tunisie de Ben Ali, et aujourd'hui encore dans la Tunisie du « Printemps arabe ».

² Douglas North, John Wallis, Barry Weingast.

explicative, mais le problème de l'identification empirique et précise de ces deux catégories n'est pas plus facile.

Ceci dit, en se référant à ces deux notions, on comprendrait pourquoi les économies gouvernées par un régime autoritaire seraient moins performantes et plus vulnérables aux chocs et crises internes et externes. *L'explication en serait que la liberté politique et la liberté économique allant plus ou moins nécessairement de pair, ignorer l'une et l'autre fragiliserait tout régime basé sur « un ordre social fermé ».* Dès lors, selon cette distinction, un pays politiquement fermé, dominé par un parti unique, ou s'appuyant sur des ersatz de partis plus ou moins instrumentalisés et marginalisés, et dans lequel il n'y a pas d'élections libres, de liberté d'association, de liberté d'opinion, de liberté d'entreprendre serait un pays où l'économie serait inévitablement verrouillée par des pratiques de « *rent seeking* » (recherche de rentes), entretenues et favorisées par le développement plus ou moins systémique de la corruption sous toutes ses formes. *La raison en serait simple : dès lors qu'il n'y a pas de véritable concurrence politique, et encore moins d'alternance, les rentes dominent tous les autres revenus, ce qui annihile toute concurrence économique réelle et donc tout développement.* A contrario, selon cette distinction, là où il y aurait liberté politique et liberté économique, l'alternance tout comme le développement seraient assurés, et les rentes seraient quasi inexistantes, ou à tout le moins soumises aux revenus productifs par excellence que sont les salaires et les profits.

Pourtant, bien qu'apportant des éléments de réponse très significatifs, cette distinction ne suffit pas à tout expliquer, tant la réalité historique est diverse et complexe.

D'une part, et en particulier, celle-ci n'explique pas le fait que bien des pays aujourd'hui considérés comme développés, comme des NPI (nouveaux pays industrialisés) ou encore comme des pays émergents, ont connu (et connaissent encore pour certains d'entre eux) des régimes autoritaires qui n'ont pas conduit au mal développement, ni à la prolifération des rentes et des rentiers. Plusieurs pays d'Europe, d'Amérique du Sud, ou d'Asie ont suivi ce chemin. Parmi les pays du Sud, citons, à titre d'exemples, la Turquie, la Corée du Sud, et plus récemment la Chine.

Le premier pays, la Turquie, sans rente pétrolière et après une longue période autoritaire³, est aujourd'hui un pays émergent disposant d'une structure économique productive très diversifiée (le secteur industriel représente 27% du PIB) et d'un PIB/H/PPA de l'ordre de 14 600 dollars (2012), soit le double de celui de l'Algérie (7 200 dollars en 2011).

Le second pays, la Corée du Sud, aussi pauvre que l'Algérie⁴ en 1960, sans ressources pétrolières et longtemps soumis à une véritable dictature⁵, se positionne au 12^{ème} rang mondial en termes de développement humain avec un PIB/H/PPA de... 27541 dollars, soit 4 fois plus élevé que celui de l'Algérie.

³ La Turquie a un régime parlementaire depuis 1950, mais celui-ci a connu trois interruptions dues à des coups d'État de l'armée : en 1960-1961, en 1971-1973 et en 1980-1983. La Turquie est dotée d'un régime parlementaire et pluraliste en phase de transition démocratique depuis 1983, mais la démocratie turque reste bridée par l'armée dans le cadre d'un régime mis en place par elle-même.

⁴ En 1960, le PIB/habitant de l'Algérie était de 1138 dollars, celui de la Corée du Sud de 1382 dollars. La Corée du Sud était alors un pays agricole à 80%.

⁵ La Corée du Sud est une démocratie récente, celle-ci s'est peu à peu mise en place au cours des années 1980 et 1990, après deux décennies (1960-1970) de « cure autoritaire ».

Le troisième pays, la Chine, toujours sous le carcan du Parti communiste et de son armée, dispose désormais d'un vaste secteur industriel qui contribue aussi à 27% du PIB, participe pour une large part à ses exportations (évaluées à 1 900 milliards de dollars), et à la constitution d'importantes réserves de change. Son PIB/H/PPA de 7718 dollars reste modeste mais il dépasse désormais celui de l'Algérie. Celui-ci a connu une progression annuelle remarquable dépassant régulièrement les 10%, au point de tripler depuis le lancement des réformes à la fin des années 1980 (soit au même moment où l'Algérie tenta de le faire) et le passage douloureux⁶ à un « *socialisme de marché* » ou à un « *capitalisme rouge* ». Ce qui a permis la constitution d'une importante classe moyenne et de réduire la pauvreté absolue qui caractérisait le pays il y a encore deux décennies. Pour autant, en Chine, bien des aspects du développement humain restent à améliorer (injustices, inégalités, pollution environnementale). Il n'empêche, avec un PIB global de 9 970 milliards de dollars, la Chine est désormais la seconde puissance mondiale. A ce titre, elle est bien plus que *le simple atelier du monde*, ou *le pourvoyeur de devises du Trésor américain*, dans lesquels beaucoup espèrent la cantonner.

D'autre part, et à l'inverse, cette distinction n'explique pas l'incapacité ou les difficultés de certains régimes démocratiques à assurer le développement. En effet, *l'histoire montre que la liberté politique et la liberté économique ne garantissent pas systématiquement le développement : c'est le cas, notamment, en Inde*. Ce pays, malgré son « vieux » système démocratique, et une forte croissance ces dernières vingt années, éprouve d'énormes difficultés à réaliser un développement conséquent, d'où sa 136^{ème} place en termes de développement humain. Bien que l'Inde en termes de PIB global/PPA se situe désormais au quatrième rang mondial, derrière les Etats Unis, la Chine et le Japon, le PIB par habitant/PPA est « tout juste » de 3700 dollars, soit deux fois plus faible que celui de la Chine. Par ailleurs, les inégalités sociales restent très fortes entre couches sociales et entre zones urbaines et rurales. D'autant que le pays demeure largement rural (2/3 de la population) et agricole (plus de la moitié de l'emploi et 20% du PIB).

Dès lors, comment expliquer que les trois régimes autoritaires précédents aient réussi le décollage économique de leur pays et pas le régime algérien ?

Mon hypothèse centrale est que le rapport de l'autoritarisme au développement ou au mal développement est fonction du type de système économique auquel se combine le régime autoritaire.

Pour faire court, et au-delà des distinctions pertinentes, entre économie publique et économie privée, ou entre mode de production capitaliste et mode de production socialiste, disons qu'il existe deux types de systèmes économiques principaux : le système économique productif⁷ ; le système économique rentier (nous y reviendrons). Disons aussi que l'autoritarisme peut, selon les pays et les conditions historiques, se combiner à l'un ou à l'autre des deux systèmes, parfois à l'un puis à l'autre.

⁶ En particulier, des manifestations pour l'approfondissement des réformes démocratiques, notamment en termes politiques, et la fin de la corruption, se déroulèrent sur la place Tian An Men à Pékin entre le 15 avril et le 4 juin 1989. La répression du mouvement contestataire provoqua un grand nombre de victimes civiles (de quelques centaines à quelques milliers selon les sources), et de nombreuses arrestations dans les mois qui suivirent, dont Zao Zhiang, le « leader » du PC chinois, jugé favorable aux manifestants.

⁷ Depuis la Révolution industrielle, un système est productif lorsqu'il est fondé sur la suprématie des revenus salaires et profits dans l'acte de production, d'échange et de répartition des biens et des services.

Dès lors, l'explication la plus plausible (mais pas la seule, bien entendu) du décollage de ces trois pays semble être celle-ci : *les trois régimes autoritaires qui ont présidé aux destinées de la Turquie, de la Corée du Sud ou de la Chine ont réussi (ou sont sur le point de le faire) car ils ont assis leur pouvoir autoritaire sur des stratégies de développement productives et non rentières*⁸. Dans ces trois cas l'autoritarisme s'est appuyé (ou s'appuie encore) sur la mise en place (y compris par recours au protectionnisme, à la répression et... à la corruption) de structures économiques productives, diversifiées et compétitives tant du point de vue de la production pour le marché intérieur que pour les exportations.

Si ce raisonnement est le bon, cela confirme que *l'autoritarisme en soi ne veut rien dire, et qu'un autoritarisme peut en cacher un autre*. Autrement dit, *l'autoritarisme ne mène au mal développement que lorsqu'il se combine, structurellement, à un système économique rentier*. Pour le savoir, appliquons ce raisonnement, à titre d'illustration, à trois entreprises soumises à un régime autoritaire et à un régime démocratique, et comparons leur développement. Prenons l'entreprise Sonatrach, et comparons là d'une part au groupe pétrolier français Total, et d'autre part au groupe privé Samsung de Corée du Sud.

*Dans le cas de la Sonatrach, la structure spécialisée et monopoliste progressivement imposée par le système rentier a confiné, comme on le sait, l'entreprise dans son rôle unique de pourvoyeur de rente pétrolière*⁹, condition essentielle de la prolifération des autres rentes (foncières, immobilières, commerciales, financières...).

Même dans le seul secteur pétrolier, la comparaison avec Total, le géant pétrolier français, parle d'elle-même. Avec un chiffre d'affaires deux fois et demi supérieur à celui de Sonatrach, le groupe Total, -5^{ème} groupe pétrolier mondial -, outre sa production pétrolière, dispose, en France et dans le monde, de 9 usines de liquéfaction de gaz, de 27 raffineries, de 300 sites pétrochimiques et de 14725 stations service, quand Sonatrach dispose, principalement en Algérie, outre de gazoducs et oléoducs, de 6 complexes GNL, de 5 raffineries et de 2 complexes pétrochimiques. Cependant, malgré ces excellentes performances économiques, Total¹⁰ n'intervient que pour 7% dans le PIB de la France (2 739 milliards de dollars en 2012), - car l'Etat français, sous régime démocratique¹¹, n'est pas un état rentier, et son système économique productif n'est pas rentier -, quand la Sonatrach participe à près de 45% du PIB algérien (183 milliards de dollars en 2012), à 65% de ses recettes fiscales et à 98% de ses recettes d'exportations.

⁸ Ce qui, bien entendu, ne veut pas dire sans répression ou sans corruption. D'autant que cette dernière intervient avec plus ou moins de force et de centralité dans plusieurs systèmes économiques et régimes politiques, y compris démocratiques. Ce qui ne veut pas dire non plus sans inégalités et sans injustices sociales parfois extrêmes.

⁹ Ce qui n'était pas la vision initiale du tandem *Houari Boumediene-Belaïd Abdeslam* qui représentaient, au sein du régime autoritaire la tendance « productiviste et non rentière ». D'ailleurs, le régime autoritaire algérien était en place dès 1962, soit bien avant le « boom » pétrolier. Cependant, avec le temps la tendance rentière l'emporta et bloqua la tentative de développement des années 1970. On le sait, il en fut de même à la fin des années 1980, avec le blocage, puis l'abandon, des « réformes démocratiques ».

¹⁰ A lui seul, le chiffre d'affaire de Total est supérieur au PIB algérien !

¹¹ Ce qui ne veut pas dire que Total utilise toujours des « pratiques démocratiques en termes économiques, sociaux et environnementaux » pour arriver à ses fins. La corruption y joue parfois un rôle essentiel. C'est aussi le cas du groupe Samsung.

Résultat, pour Sonatrach, point de diversification des activités dans son propre espace économique et impossibilité d'être un géant économique au niveau national et encore moins à l'international. Ses performances ont été limitées, - monopole par branche et faire-valoir financier¹² oblige -, par sa soumission au système rentier, même dans son propre secteur d'activité. Ce qui a conduit à la surexploitation des gisements et à la concentration de la recherche développement sur le pétrole et le gaz. D'autant que depuis quelques années maintenant, la production de brut de la Sonatrach ne représente plus que 50% de la production de brut du pays. Le reste étant le fait des sociétés internationales intervenant en Algérie. Par ailleurs, à cause de cette instrumentalisation par le système rentier, l'actualité a mis au jour la fragilité de ce « fleuron » de l'économie nationale englué depuis plusieurs années maintenant dans les méandres de graves scandales politico-financiers , avec des effets désastreux sur l'image, le management et l'encadrement de l'entreprise.

La comparaison avec le groupe Samsung, longtemps soutenu par un régime autoritaire est encore plus éclairante. Ce groupe, issu d'une petite société privée familiale de négoce alimentaire créée en 1938, alors que la Corée était sous occupation japonaise, a connu un développement exceptionnel, notamment à partir de la fin de la guerre de Corée. A cet instant où il fallut reconstruire l'économie nationale dévastée, et avec le soutien de l'Etat autoritaire, la société se diversifia : textile, pétrochimie, construction navale, machines outils... Puis, en 1969, - quelques années après la naissance de la Sonatrach -, le groupe crée Samsung Electronics. En 1980, l'ensemble du groupe devient ainsi un géant multisectoriel de l'économie en Corée du Sud.

En 1983, il devient producteur de semi-conducteurs : c'est la porte ouverte sur l'industrie de l'informatique et du multimédia. En 1988, il produit son premier poste de télévision (tout comme le fit l'ENIE en Algérie !). Dès lors il se diversifie à l'international. *Pour le groupe, les années 2000 sont celles de la réussite au niveau mondial dans la plupart de ses activités : Pétrochimie, télécoms, aéronautique, machines outils, BTP, constructions navales (pétroliers, méthanières et porte conteneurs) et même construction de chars et de véhicules militaires. Aujourd'hui, Samsung est numéro un mondial pour la production de mémoires électroniques, pour la téléphonie mobile, pour les téléviseurs et les ordinateurs, et numéro deux dans le secteur de l'électroménager ! Est-il utile d'ajouter que Samsung Heavy Industries, la filiale BTP du groupe a construit le Bordj Khalifa (Dubai), la plus haute tour du monde (plus de 800m), et les tours jumelles de Petronas (Kuala Lumpur-Malaisie).*

Au bout du compte, issu de l'alliance entre un régime autoritaire et une entreprise familiale privée, le groupe Samsung emploie plus de 276 000 employés (soit 5 fois plus que Sonatrach) dispose de 294 milliards de dollars d'actifs financiers, de 59 sociétés, *investit chaque année plus de 10 milliards de dollars dans la recherche et l'innovation.* En 2012, Samsung a réalisé un bénéfice de plus de 26 milliards de dollars, soit plus de 30% du chiffre d'affaires de Sonatrach ! *Dans ces conditions, comment douter que dans le cas de la Corée du Sud la combinaison du régime autoritaire et de l'économie productive (fut-elle privée) ait permis non seulement de faire émerger une grande entreprise à l'échelle nationale et mondiale mais davantage encore d'en faire un instrument essentiel du développement accéléré de la république de Corée toute entière ?*

A l'évidence la relation entretenue par Sonatrach et Samsung avec « leur régime autoritaire » n'a pas produit les mêmes effets. Dans le cas algérien, la Sonatrach a d'abord été bridée dans son propre développement. Plus largement, le modèle énergétique national, largement

¹² Depuis toujours, la Sonatrach sert de véritable garant des emprunts contractés par l'Algérie. Au bénéfice des importations, des rentes commerciales et des réseaux occultes...

centré sur le pétrole et le gaz, a été instrumentalisé au profit du système rentier, et n'a pas pu se mettre au service du développement malgré les énormes ressources financières mises entre les mains des pouvoirs publics. Reléguant le secteur industriel hors hydrocarbures à 5% du PIB. *C'est le fruit de la logique rentière.* Dans le cas coréen, le groupe Samsung a connu un développement exceptionnel de ses activités nationales et internationales et a contribué de façon remarquable au développement de nombreux secteurs de l'économie coréenne hissant le pays à la 12^{ème} place mondiale en termes de développement humain. *C'est le fruit de la logique productive.*

Le couple autoritarisme/système rentier

On le pressent maintenant : *le système rentier, couplé au régime autoritaire, est bien au cœur du mal développement.* Pour encore mieux comprendre cela, revenons maintenant sur le système rentier et précisons bien ce à quoi il correspond. Contrairement aux définitions tirées de la plupart des analyses économiques et politiques, *un système rentier ne se résume ni à la seule existence de la rente pétrolière (ou toute autre rente « naturelle »), ni à celle d'une économie pétrolière (ou primaire), ni à celle d'un état rentier (c'est-à-dire « vivant » principalement de la fiscalité pétrolière)*¹³. *Les limites de ces approches ont d'ailleurs été largement mises au jour par de nombreux chercheurs.*¹⁴

Le système rentier, tel que je le conçois, est beaucoup plus large que cela. Il est *un système de régulation*¹⁵ *liberticide, dont les relations entre l'état et ses institutions, les entreprises et leurs partenaires, la société civile et ses organisations, sont soumises, de gré ou de force, à une logique de régulation rentière pour l'allocation de l'ensemble des ressources nationales (humaines, naturelles, financières, techniques, organisationnelles), leur valorisation et la répartition des revenus qui en découlent.* Pour ces raisons, *le système rentier est « congénitalement » autoritaire, de sorte qu'on pourrait aussi l'appeler « l'autoritarisme rentier ».*

Dans un tel système, *la logique rentière signifie que l'objectif principal (voire unique) du pouvoir autoritaire et de ses clientèles est l'accès au maximum de revenus rentiers.* Les salaires des travailleurs et les profits des entreprises publiques et privées, les recettes de l'Etat, - et au-delà les carrières dans les administrations et les entreprises -, ne doivent leur existence, leur niveau, leur transformation en consommation ou en investissement, et leur évolution qu'à celle des rentes auxquelles ils sont soumis. Pour obtenir ce résultat, le pouvoir autoritaire doit disposer d'une stratégie et de moyens : *stratégie liberticide de*

¹³ Ainsi, par exemple, la Norvège qui dispose d'un important secteur pétrolier (3^{ème} exportateur mondial), et donc d'une rente « naturelle », n'est pas soumis à une logique rentière. Son régime démocratique a mis en place une structure économique productive diversifiée et performante. Dès lors, l'activité pétrolière n'y est qu'un élément parmi d'autres de la politique économique de l'état qui est tout sauf rentier: l'activité pétrolière n'intervient que pour 20% dans son PIB (500 milliards de dollars en 2012) et pour 46% dans ses exportations. Il en est de même, toutes proportions gardées, au Venezuela, en Indonésie, au Chili ou en Malaisie...

¹⁴ Voir M.Hachemaoui, *la rente entrave-t-elle vraiment la démocratie ?* Revue française de science politique, vol.62, février 2012.

¹⁵ J'entends ici par régulation le mode de fonctionnement et les mécanismes d'allocation des ressources correspondant à un type d'économie. Ainsi, il y a une régulation rentière pour l'économie rentière, une régulation par le marché pour l'économie de marché, une régulation par le plan pour l'économie socialiste, une régulation citoyenne pour l'économie solidaire.... Dans la réalité, ces régulations coexistent, avec domination de l'une d'entre elles.

conquête et de monopolisation du pouvoir politique et économique ; mécanismes et moyens légaux et illégaux de régulation pour l'accès aux rentes et leur perpétuation.

Dans les deux cas, l'autoritarisme rentier, suppose la mise en place et la détention de monopoles, voire d'oligopoles, politiques et économiques (*voire religieux*) pour le contrôle de la création et de la distribution des rentes, à travers des organisations et des institutions formelles et officielles, notamment en termes d'autorité, mais aussi informelles. Pour assurer ce contrôle, il utilise principalement les mécanismes et moyens suivants : *des règles et procédures administratives bureaucratiques et contraignantes, des réseaux informels et des pratiques corruptrices multifformes*¹⁶.

Dans la réalité, la caractérisation d'un tel système, coexistant le plus souvent avec un « régime politique apparent ou de façade plus ou moins démocratique », - parfois dénommé « *démocrature* » ou « *régime hybride* » - et un système économique plus ou moins « productif »¹⁷ est d'autant plus malaisée qu'il ne s'affiche, et pour cause, jamais comme tel, pas plus qu'il n'avoue sa véritable stratégie et ses moyens d'action face à une société réelle, à ses organisations formelles et à son économie concrète. Conscient, *en dernier ressort, que l'existence des rentes suppose à la fois le blocage de toutes formes de libertés, le travail productif de la collectivité*¹⁸, le fonctionnement « normal » des entreprises et de l'administration. Dans le cas précis de l'Algérie, de nombreux auteurs ont réalisé divers travaux de recherche pour appréhender tout ou partie de ce système et en ont publié les résultats sous formes de thèses, de livres, ou d'articles largement disponibles.

Le coût économique de l'autoritarisme rentier

En tout état de cause, couplé à un régime autoritaire plus ou moins homogène¹⁹, ce système rentier, qui s'est développé depuis les premières années de l'indépendance, a réussi à contrecarrer et à dévoyer les deux grandes stratégies de développement d'une économie nationale productive et diversifiée, formellement affichées par les tendances « productivistes et non rentières » du régime autoritaire: celle des industries industrialisantes des années 1970 et celle de la fin des années 1980 dite des « réformes démocratiques ». Et à en phagocyter progressivement les fruits au bénéfice de la tendance rentière et de ses clientèles, tout en aggravant les inégalités économiques et les injustices sociales.

¹⁶ « Si la corruption, définie comme abus de positions et de ressources publiques à des fins privées, est un phénomène universel, ses symptômes, eux, sont différenciés : elle peut être personnelle ici et institutionnelle ailleurs, sectorielle dans un pays et systémique dans un autre. Aussi, l'intelligence de la corruption s'avère-t-elle indissociable de l'analyse des institutions politiques. » M.Hachemaoui, *Revue Esprit*, juin 2011.

¹⁷ Ce système productif pouvant être formellement « socialiste » (à planification centralisée) ou « capitaliste » (à économie de marché).

¹⁸ La rente, qu'elle que soit sa forme, suppose toujours le travail productif créateur de richesse. La rente n'est qu'un détournement de richesse déjà produite. Pour plus de détails, voir S.Goumeziane, *le pouvoir des rentiers*, éditions Paris-Méditerranée, Paris 2003 et EDIF2000, Alger 2003.

¹⁹ En effet, un régime politique n'est jamais « pur et homogène ». Dans la réalité plusieurs visions politiques y coexistent avec, notamment, des divergences, plus ou moins fortes, quant à la combinaison à adopter en termes économiques. Le régime autoritaire algérien ne déroge pas à cette règle. Jusque là, la tendance rentière a toujours fini par l'emporter.

Ce qui explique qu'après plus de 50 ans d'indépendance, l'Algérie soit toujours en situation de mal développement comme le montrent ses différents classements internationaux dans de nombreux domaines: 93^{ème} place pour le développement humain (*mais dernière place des pays pétroliers !*); 153^e position pour le climat des affaires ; 110^{ème} place pour la compétitivité ; 136^{ème} place pour la liberté d'entreprise ; 141^{ème} place pour la liberté de la presse ; 105^{ème} place pour la corruption ; 117^{ème} place pour l'égalité des sexes... Tout cela est largement connu et explique les larges mobilisations populaires récurrentes de ces dernières années pour l'emploi, pour le logement, pour la santé ou l'éducation....

Ces classements traduisent ainsi, à leur manière, l'importance des coûts économiques subis par le pays.

Tout d'abord, et à l'évidence, malgré les immenses ressources financières, tirées de la rente pétrolière et des rentes dérivées, les investissements massifs correspondants, et les importations de plus en plus volumineuses réalisées, l'Algérie n'a pas réussi son décollage économique. Le revenu moyen par habitant d'aujourd'hui est très loin de correspondre aux efforts financiers mais aussi humains consacrés tout au long de ces décennies, encore moins aux attentes des populations. Encore ne s'agit-il là que de moyennes. Derrière ces moyennes, les inégalités de revenus sont criantes : les rentes dominant largement les profits et les salaires ; les revenus informels dominant les revenus réels ; la fraude et l'évasion fiscales, qui touchent exclusivement les hauts revenus (le plus souvent non déclarés), s'étendent chaque jour davantage ... *le bon sens populaire appelle cela le règne de la « chkara ».*

Comment pouvait-il en être autrement quand la structure économique mise en place fut longtemps caractérisée par des organisations monopolistes publiques verrouillées par un carcan administratif des plus rigides et des plus centralisés, avant d'être « remplacées » par des entreprises oligopolistiques privées profitant de l'absence d'une concurrence saine et loyale, et par une multitude de petites entreprises commerciales privées coincées entre les blocages administratifs et l'agressivité outrancière de l'économie informelle. Pour ces raisons, toutes ces organisations ont en commun de garder en permanence les yeux rivés sur les volumes d'importations se déversant dans le pays au gré des fluctuations du marché pétrolier international. Confirmant ainsi que le pays s'enfoncé chaque jour un peu plus dans son statut de pays mono-exportateur. *Cette structure économique quasi unipolaire, - avec pour seul secteur productif significatif celui de l'énergie -, est à ce titre le signe le plus visible de l'échec du développement. Ce n'est pas le seul.*

Que dire, par exemple, de la coexistence, au sein de l'espace territorial national, d'un quadruple marché combinant de façon plus ou moins anarchique marché public administré²⁰, marché oligopolistique privé, marché concurrentiel plus ou moins administré et marché informel ? Ce dernier imposant de plus en plus son mode de fonctionnement aux trois autres. Que dire, par ailleurs, de la multitude de rentes spéculatives qui alimentent et ressortent de ces marchés, le plus souvent hors bilan, hors des circuits bancaires officiels et hors de portée de l'appareil fiscal, irriguant en permanence les transferts invisibles de capitaux et gonflant tout aussi efficacement des patrimoines tout aussi invisibles ? *Comment pourrait-il en être autrement dans une société où trois instruments essentiels d'une économie moderne continuent d'être superbement ignorés : la facture, le chèque et le bilan ?*

²⁰ A la base de l'émergence, dès les années 1970, d'une « économie de la pénurie » qui fit le bonheur des spéculateurs publics et privés (voir S.Goumeziane, *le mal algérien*, éditions Fayard, Paris 1994).

Que dire de l'absence d'innovation, de créativité et de recherche dans les universités et dans les entreprises du pays ? Où sont, 50 ans après les champions économiques dont l'Algérie devait s'enorgueillir dès les années 1980 au point de « rivaliser avec ... l'Espagne d'alors » ? Que sont devenues les générations de cadres et de travailleurs qui s'étaient engagées avec conviction et dévouement dans la « bataille du développement » des années 1970 ? Que sont devenues celles des années 1980 qui ont bousculé le système rentier et secoué le régime autoritaire, exigeant à la fois davantage de libertés individuelles et collectives, - particulièrement dans le domaine culturel -, et une véritable autonomie dans la gestion des entreprises, au point de les contraindre, dans la douleur d'octobre 1988, à des réformes démocratiques vite étouffées ? Que vont devenir les jeunes générations des années 2000 ? N'auront-elles comme seules perspectives que le statu quo imposé par le système rentier ou la fuite en avant, par tous les moyens, vers les mirages de l'ultralibéralisme occidental qui envahissent chaque jour davantage les tubes cathodiques et autres réseaux sociaux de l'internet ? *Dans ces conditions, autant dire que ce sont trois générations d'Algériennes et d'Algériens qui ont été (ou seront) sacrifiées²¹ : celle des années suivant l'indépendance, celle des années 1980, celle plus jeune des années 2000.*

Dès lors, oui l'autoritarisme rentier a conduit au mal développement. Oui il s'est traduit par un coût économique insupportable :

- Il a coûté très cher en remboursement d'une dette extérieure colossale plus ou moins légitime (choix des projets, choix des partenaires, surfacturations, surcoûts, corruption...).
- Il a coûté très cher lorsque, à défaut d'une véritable restructuration, il a fallu soutenir à bout de bras et à coups d'injections financières massives, répétitives et sans contreparties, les entreprises du secteur public, symboles d'un secteur industriel en phase d'implosion...
- Il a coûté très cher quand il a favorisé (et favorise encore) la fuite de capitaux pour environ 1,5 à 2 milliards de dollars par an²², sans compter les prébendes plus ou moins mises au jour par les scandales politico-financiers touchant de façon récurrentes plusieurs secteurs de l'économie nationale (banques, énergie, transport, téléphonie, matériaux de construction ...).
- Il a coûté très cher, dans les années 1990, lorsque l'ajustement structurel et l'ouverture débridée et leurs effets, conjugués à la tragédie terroriste, ont provoqué la perte de ressources humaines estimées à plusieurs centaines de milliers, ou leur exode au profit de l'Europe, du Canada et de bien d'autres contrées....

Sur ces trente dernières années, faites le compte. *Toutes ces ressources auraient largement permis de rembourser la dette externe du pays sans se mettre sous les fourches caudines du FMI et des banques internationales, d'investir dans la production agricole et industrielle publique et privée hors hydrocarbures, dans l'éducation et la recherche, de diversifier la production nationale et les exportations du pays, de mobiliser à nouveau toutes les potentialités humaines, naturelles, organisationnelles, techniques et financières du pays²³ afin*

²¹ Celles-ci **ont été sacrifiées**, alors que la génération de la guerre d'indépendance **s'est sacrifiée**, avec le brillant résultat qu'on lui reconnaît : *la libération du pays*. Toute la différence est là.

²² Bien que les données soient souvent contradictoires, certaines sources estiment que ces montants sont plus élevés depuis quelques années. Ainsi, entre 2 et 3 milliards de dollars se seraient échangés annuellement sur le marché parallèle entre 2009 et 2012.

²³ Y compris, bien entendu, le formidable potentiel que constituent les multiples ressources de la diaspora algérienne.

d'améliorer sensiblement et durablement le niveau et la qualité de vie des populations. En un mot de libérer les Algériens après avoir libéré le pays.

La vie des populations ? Parlons-en, car en dernier ressort, ce sont elles qui ont concrètement supportés ces coûts.

Après 50 ans d'indépendance, est-il normal, pour un pays pétrolier comme l'Algérie, de disposer d'un revenu moyen annuel par habitant de quelques 7 200 dollars quand un pays comme la Corée du Sud, ne disposant d'aucune ressource pétrolière, et aussi pauvre que l'Algérie en 1962, caracole aujourd'hui avec un revenu moyen annuel par habitant de l'ordre de 27 000 dollars ? Ainsi, pour chaque Algérien moyen, le « manque à gagner » annuel, par rapport à son « collègue coréen » est de l'ordre de 20 000 dollars ! Est-il normal que la Chine ait multiplié ses revenus par trois en 20 ans quand l'Algérie ne les a multipliés que par 1,7 malgré l'embellie pétrolière ? Est-il normal que les Algériens continuent d'être approvisionnés, vaille que vaille, au rythme des pénuries récurrentes qui perturbent le marché national, malgré (ou à cause) les importations massives permises par la rente pétrolière²⁴ ? *Tout cela n'est-il pas le signe que l'Algérie est toujours un pays multi-dépendant : aux niveaux alimentaire²⁵, sanitaire, technologique et plus globalement commercial ?* Est-il normal, pour un pays comme l'Algérie, tellement vaste et tellement beau, d'être de plus en plus défiguré par une crise environnementale sévère, alimentée en permanence par l'accumulation de déchets et autres pollutions et par la folie du béton et l'urbanisation sauvage qui défigurent et empoisonnent ses villes, ses campagnes, son littoral et jusqu'à son Sahara ?

Pour les populations, la réponse à toutes ces questions est d'autant plus évidente qu'elles ont vécu et vivent encore toutes ces situations dramatiques au quotidien. Pour ces raisons, et à la moindre occasion, elles expriment de diverses manières (grèves, manifestations, micro-émeutes, *harragas*, immolations...) leur ras le bol car pour elles tout cela est loin d'être normal et elles en ont plus qu'assez de supporter de tels coûts sans aucune perspective de sortie « du tunnel », tant leur avenir apparaît bouché. D'autant que *les populations ont parfaitement compris que ce qui est un coût insupportable pour elles, ne constitue que l'envers du décor d'un autoritarisme rentier qui, de son côté, tire des sommes insoupçonnées de leur misère, au profit d'une minorité de nouveaux riches en expansion exhibant, toute honte bue, leurs fortunes et leurs dépenses somptuaires aux yeux de la majorité de pauvres.*

Sortir du statu quo

Au bout de cette analyse, évidemment succincte et parfois approximative j'en conviens, de ces brèves comparaisons, et de tous ces questionnements, qu'avons-nous appris ? Que l'impact du régime politique sur l'économie, et inversement, dépend en dernier ressort de la combinaison qui s'opère dans un pays entre le régime politique (autoritaire ou démocratique) et le système économique (productif ou rentier). *On aboutit ainsi, et c'est fondamental pour notre débat, à trois idées force :*

²⁴ Ces importations sont passées de 9,5 milliards de dollars en 2001 à 45 milliards de dollars en 2012, soit une multiplication par 4,5 !

²⁵ En 2013, les importations alimentaires atteindront le chiffre de 10 milliards de dollars, soit près de 20% des importations globales du pays ! C'est dire dans quel marasme se trouve le secteur agro-alimentaire national.

Primo, un régime autoritaire peut se combiner à un système économique productif ou à un système économique rentier.

Secundo, quand il se combine à un système rentier, il conduit inéluctablement au mal développement. Inversement, tout système économique rentier a besoin, pour exister et se perpétuer, d'un régime autoritaire. C'est pourquoi on ne connaît pas de « système démocratique rentier » c'est-à-dire dont l'économie, et au-delà la société, sont globalement et librement soumises à la logique rentière²⁶.

Tertio, quand il s'appuie sur un système productif, il peut, sous certaines conditions historiques, politiques et sociales, conduire au développement et à la démocratie.

Pour ces raisons, on peut sans hésitation, indiquer que dans les pays qui ont connu un régime autoritaire comme la Corée du Sud ou la Turquie, la transition du régime autoritaire vers un régime démocratique n'a été possible, selon les conditions historiques de chacun et sans violences extrêmes, que parce que le système économique était productif et non rentier.

A contrario, et pour ces mêmes raisons, en Algérie (et dans la plupart des pays arabes), la combinaison du système rentier et d'un régime autoritaire explique à la fois le coût économique particulièrement élevé du mal développement, l'ampleur de la crise politique et la difficulté de sortir pacifiquement, démocratiquement et rapidement d'une telle combinaison en termes économiques et politiques. Ajoutons que le coût économique est d'autant plus élevé que, pour diverses raisons, cette combinaison correspond mieux aux intérêts (géostratégiques, financiers, énergétiques) bien compris des grandes puissances et de leurs transnationales qu'un système productif démocratique.

Dans ces conditions, vous l'aurez compris, *pour sortir de cette situation, réduire les coûts économiques et remettre l'Algérie dans le sens du développement au bénéfice des populations, aucun statu quo ne fera l'affaire.* Le discours de ceux qui veulent maintenir le statu quo est au mieux celui du « tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ». Un discours de plus en plus difficile à tenir face à la réalité. D'autres partisans du statu quo reconnaissent donc que « tout va mal, mais qu'il faut, quitte à procéder à quelques ravalements de façade, maintenir le cap car il n'y a pas d'alternative (sous-entendu au système en place) ». Or le statu quo signifierait tout simplement la poursuite de la logique rentière à l'origine de tous les maux de la société algérienne.

Cette analyse montre, au contraire, *qu'il est impératif de modifier en profondeur les choses et d'envisager des alternatives politiques et économiques, de façon pacifique et démocratique, afin de passer d'un « ordre social fermé » à un « ordre social ouvert ».* Il faut donc, et de toute urgence, mettre un terme à cette logique rentière qui préside depuis trop longtemps au fonctionnement chaotique du système économique et politique national. *Et pour cela mobiliser, au-delà des sempiternelles échéances électorales, et où qu'elles se trouvent, - dans la société, dans les organisations économiques et syndicales, dans les partis politiques et*

²⁶ Encore que la prédominance du néolibéralisme et des marchés financiers au niveau planétaire redonne une nouvelle vigueur aux logiques rentières (financières, foncières et immobilières) même dans les pays développés comme l'a révélé la dernière crise financière mondiale. *C'est la fameuse « résurrection des rentiers » qu'entrevoit déjà John Maynard Keynes et qui l'inquiétait tant.* A travers la *corporate governance*, elle aboutit à l'alliance des rentes et des profits contre les salaires. Au niveau mondial, à cause de cela, la part des salaires a chuté de 10% quand celle des rentes et des profits a monté de 10%. Pour plus de détails, voir S.Goumeziane, *la tiers mondialisation*, éd. Charles Corlet, 2005.

dans les institutions de la république -, toutes les forces vives de la nation soucieuses de réhabiliter l'économie productive nationale dans le respect des libertés de chacun et de tous.

***Smaïl GOUMEZIANE, El WATAN, 9 novembre 2013**